



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale
31 octobre 2014
Français
Original : anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 6^e séance

Tenue au Siège, à New York, jeudi 9 octobre 2014, à 15 heures

Président : M. Faye (Sénégal)
puis : M^{me} Mesquita Borges (Timor-Leste)

Sommaire

Point 105 de l'ordre du jour : Prévention du crime et justice pénale (*suite*)*

Point 106 de l'ordre du jour : Contrôle international des drogues (*suite*)*

* Questions que la Commission a décidé d'examiner ensemble.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

14-62343X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 105 de l'ordre du jour: Prévention du crime et justice pénale (*suite*) (A/69/86, A/69/88, A/69/89, A/69/92 and A/69/94)

Point 106 de l'ordre du jour: Contrôle international des drogues (*suite*) (A/69/111 and A/69/87-E/2014/80)

1. **M. Yip** (Singapour) dit que le trafic et l'abus de drogues font peser une lourde menace sur son pays qui est une plaque tournante importante pour les transports et est bien connecté avec les principaux centres de production de drogues de la région. Singapour rejette l'opinion exprimée à la séance précédente par une délégation, selon laquelle les crimes liés à la drogue ne figurent pas parmi les plus graves et qu'il est préoccupant de constater que certains États appliquent la peine de mort dans ces cas. Cette position n'a aucun fondement au titre du droit international. Le recours à la peine de mort et les types de crimes auxquels elle s'applique sont des questions relevant de la justice pénale qui doivent être décidées par les autorités compétentes des États, sur la base de leurs circonstances nationales.

2. La politique ferme de tolérance zéro appliquée par Singapour a permis de maîtriser la situation en matière de drogue et de crime et le taux de criminalité a atteint son niveau le plus bas depuis 30 ans en 2013. Il est simpliste de penser que le fait de décriminaliser les drogues permettra de faire baisser les taux de criminalité, de paralyser les réseaux du crime transnational organisé et d'améliorer la qualité de vie des toxicomanes. Non seulement la toxicomanie cause des décès mais elle a souvent pour conséquence des relations familiales tendues ou abusives et elle crée des difficultés financières pour les familles des toxicomanes. Ces effets nuisibles pour la société ne sauraient être tolérés.

3. L'approche adoptée par son pays pour faire face au problème de la drogue comporte quatre stratégies clés: éducation préventive pour les jeunes, programmes d'intervention précoce en faveur des toxicomanes dès la première infraction, réadaptation efficace pour les toxicomanes récidivistes et leur famille et stricte application des lois et détection des infractions. Singapour reste fermement résolue à soutenir les États membres et à collaborer avec eux dans la lutte mondiale contre l'abus de drogues.

4. **M. Patriota** (Brésil) dit qu'une action efficace contre la criminalité organisée doit englober non seulement la prévention du crime mais aussi la promotion et la protection des droits de l'homme et le développement durable. Sa délégation espère que le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale reconnaîtra pleinement la relation qui existe entre le développement durable et la justice pour tous. L'état de droit est un outil que l'État doit utiliser pour préserver les droits et promouvoir l'accès égal à la justice, mais la manière dont il est mis en œuvre dans différents pays dépendra de leurs circonstances individuelles. L'appropriation du programme par les pays et la marge de manœuvre décisionnelle sont des éléments clés de ce processus.

5. La violence et le crime sont parfois présentés à tort comme les principaux moteurs du sous-développement, ce qui laisse entendre que l'instabilité émane essentiellement des régions les plus pauvres du monde. Toutefois, une approche sérieuse devrait se concentrer sur les causes profondes du sous-développement. En même temps, le fait qu'il existe une relation entre la criminalité transnationale organisée, le développement durable et les droits de l'homme ne doit pas vouloir dire qu'il appartient aux seuls pays en développement de s'attaquer au problème. Il invite les États membres à agir de concert dans le cadre du treizième Congrès, non seulement pour déterminer comment le programme de développement pour l'après-2015 pourra contribuer à la prévention du crime et à la justice pénale mais également de quelle manière le développement durable pourrait contribuer à lutter contre la criminalité transnationale organisée en atténuant les déterminants sociaux qui lui ont permis de prospérer.

6. Le treizième Congrès doit également examiner la question cruciale de la cybercriminalité. La nature fluide du cyberspace et l'absence de lignes directrices multilatérales claires en matière de gouvernance concernant Internet montre que les procédures traditionnelles de coopération judiciaire permettant d'avoir accès aux preuves sont souvent inefficaces. Les pays en développement sont particulièrement vulnérables aux cyberattaques asymétriques, et le Brésil se félicite de l'Étude approfondie sur la criminalité menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui fournit une base appropriée pour renforcer le cadre juridique

international relatif à Internet. Il convient de garantir que les droits de l'homme, notamment le droit à la vie privée, sont respectés à l'ère du numérique.

7. La convocation de la séance extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue en 2016 imprimera un nouvel élan au débat sur la question. Le principe de la responsabilité commune et partagée est un élément central du débat sur la drogue et aucune solution ne pourra être trouvée sans l'engagement actif des plus grands consommateurs de drogues illicites.

8. La législation et les politiques de son pays en matière de drogues ont considérablement évolué au cours de la dernière décennie pour refléter le fait qu'il comprend que la consommation de drogues constitue un problème de santé publique. Il est résolu non seulement à s'attaquer à la criminalité transnationale organisée mais aussi au renforcement des politiques de prévention, de prise en charge, de traitement et de réinsertion sociale. Des politiques de réduction de la demande fondées sur des données factuelles sont nécessaires, de même que des efforts visant à améliorer la santé publique et les services sociaux et à lutter contre la marginalisation et la stigmatisation des consommateurs de drogues. Son pays déploie également des efforts pour renforcer sa coopération multilatérale, régionale et sous-régionale face au problème mondial de la drogue, en mettant l'accent sur l'Amérique du Sud.

9. **M. Dehghani** (République islamique d'Iran) dit que la plate-forme la plus importante du monde de production d'opium illicite en Afghanistan se trouve à la frontière orientale de son pays, ce qui fait de l'Iran un important obstacle sur l'itinéraire de transit des drogues illicites à destination de l'ouest. Son pays a développé une forte capacité de lutte contre les stupéfiants, en dépensant des millions de dollars chaque année dans la police des frontières, et est responsable de 74 % des saisies mondiales d'opium en 2014. Néanmoins, de nouveaux investissements et des équipements plus sophistiqués seront nécessaires pour s'attaquer au nouveau défi régional du trafic des drogues transitant par les voies maritimes.

10. Malgré tous les obstacles, en particulier les sanctions illégales imposées à la nation iranienne, la République islamique d'Iran est restée engagée envers la Déclaration politique de lutte contre le problème mondial de la drogue. Elle est également activement

engagée dans le programme de pays de l'ONUDC intitulé « Coopération technique sur les drogues et le crime dans la République islamique d'Iran ». Outre sa coopération avec l'Afghanistan et le Pakistan dans le cadre de l'Initiative triangulaire, l'Iran a saisi 7,5 tonnes de drogues illicites grâce au partage de données du renseignement avec ses voisins maritimes. Les programmes de réduction de la demande se déroulent au niveau communautaire, 80 % des services de réduction des risques et de traitement étant fournis par des organisations non gouvernementales iraniennes.

11. Le principe de la responsabilité partagée est bien établi dans la Déclaration politique et pourtant aucune mesure n'a encore été prise pour fournir aux pays concernés une assistance technique et financière. L'absence d'intervention sur ce principe a donné lieu à une augmentation de la culture et de la production de drogues au cours de l'année écoulée. La communauté internationale doit appuyer les plans de subsistance alternatifs en Afghanistan. Des équipements modernes sont nécessaires aux frontières et aux points de contrôle compte tenu du volume important de drogues faisant l'objet d'un trafic, et un mécanisme international assurant une communication rapide en ligne doit être mis en place, étant donné que le partage d'informations et de données du renseignement entre organismes d'application des lois demeure insuffisant.

12. **M^{me} Morgan** (Mexique) dit que les efforts déployés par les États et la communauté internationale n'ont pas été suffisants pour s'atteler efficacement au problème mondial complexe de la drogue. La session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue, qui se tiendra en 2016, doit donc constituer une occasion importante de conclure des accords sur une action globale, conformément au principe de la responsabilité partagée. Un débat objectif sur de nouvelles approches pour faire face à ce problème devra tenir compte des réalités des différents pays. Les États, la société civile, le monde universitaire, les organismes des Nations Unies et les organisations régionales devront tous participer afin que le débat soit substantiel, inclusif et transparent. Le dialogue comprendra une analyse des aspects sanitaires, sociaux, économiques et juridiques et devra souligner la nécessité de réduire l'offre et la demande et de s'attaquer à la violence et à l'exclusion sociale.

13. Le Mexique est déterminé à réduire les effets de la drogue sur la société par une stratégie de prévention,

de protection, de répression et de réadaptation, et sa vision à long terme est axée sur le bien-être et les droits des citoyens. Étant donné que l'objectif ultime de la lutte contre le problème mondial de la drogue est d'assurer le bien-être, les stratégies de réduction de l'offre et de la demande ne devraient pas causer plus de préjudice que le problème en question.

14. **M. Hilale** (Maroc) dit que la question du contrôle des drogues mérite une attention particulière non seulement en raison des problèmes qu'elle pose à la sécurité, à la stabilité et au développement durable mais aussi en raison des occasions qu'elle offre de renforcer la coopération multilatérale et sous-régionale. Il appelle à un engagement renouvelé envers la coopération compte tenu des relations qui existent dans un certain nombre de régions entre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme, la traite des êtres humains et le trafic des drogues.

15. Le Maroc occupe une position géographique stratégique et est déterminé à contribuer aux efforts internationaux de lutte contre le problème de la drogue et aux activités mises en œuvre à cette fin. Les politiques doivent comprendre des stratégies de réduction de la demande ciblant les toxicomanes, un meilleur partage d'informations et de pratiques exemplaires orientées vers la réduction de l'offre, ainsi que des mesures visant à promouvoir le développement économique et les cultures de substitution grâce aux programmes de développement Nord-Sud et Sud-Sud.

16. Les services nationaux chargés de l'application de la loi doivent trouver des réponses immédiates et efficaces tout en respectant l'état de droit pour faire face aux réseaux criminels transnationaux qui font appel à des systèmes de financement et de fonctionnement de plus en plus sophistiqués et couvrant des zones plus étendues. Les stratégies nationales doivent combiner des efforts de prévention et d'application de la loi. Le Maroc a élaboré une stratégie globale de lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic des drogues qui a renforcé son système judiciaire par des réformes législatives et institutionnelles.

17. Les stratégies nationales ne seront globales que si elles sont soutenues par une coopération internationale, régionale et sous-régionale inclusive. La recrudescence alarmante de la criminalité organisée dans certaines régions d'Afrique et les rapports qu'elle entretient avec le terrorisme et la rébellion armée doivent faire de ces

régions une priorité pour la communauté internationale. Le Maroc continue de mettre en œuvre des initiatives de collaboration axées sur le développement humain en Afrique et est déterminé à appuyer les pays du Sahel et leur place au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Maroc souhaite redynamiser la coopération dans le Sahel et relancer la Conférence des États africains côtiers de l'océan Atlantique.

18. Le système des Nations Unies aide les États à lutter contre les activités criminelles déstabilisatrices. Son pays loue les activités de renforcement des capacités entreprises par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans les États africains et lance un appel à un appui accru au renforcement de la coopération régionale, sous-régionale et interrégionale.

19. **M. Chair** (Algérie) dit que la complexité de la criminalité organisée exige une approche intégrée et une coopération étroite à tous les niveaux. Les mesures répressives seules ne pourront pas agir sur les facteurs socio-économiques sous-jacents. Lutter contre la pauvreté et encourager l'inclusion sociale est tout aussi important. Son pays appelle à l'adhésion universelle à la Convention contre la criminalité transnationale organisée et se félicitera de la création d'un mécanisme d'examen de la Convention et de ses protocoles.

20. L'Algérie se félicite des efforts déployés par les dirigeants africains pour relever ces défis, en faisant remarquer que plusieurs États africains ont dû consacrer des ressources considérables de leur budget de développement humain au renforcement de la sécurité publique. Le Gouvernement réitère son engagement de lutter contre la criminalité transnationale organisée par l'échange de renseignements, l'entraide judiciaire et l'extradition.

21. Le plan quinquennal stratégique de lutte contre les drogues illicites de l'Algérie est basé sur la prévention (notamment les campagnes de sensibilisation et les activités axées sur les jeunes), le traitement et la répression. La législation prévoit la suspension des procédures judiciaires pour les toxicomanes qui suivent un traitement.

22. La traite des êtres humains est également une activité criminelle organisée comportant des implications de sécurité et de développement importantes. L'Algérie appuie le Plan mondial des Nations Unies contre la traite des personnes et a mis en

place une législation visant à accompagner les victimes de la traite des êtres humains.

23. Le terrorisme constitue un autre défi important exigeant une riposte mondiale. La Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies ne serait pas complète sans la conclusion réussie de la convention générale sur le terrorisme international.

24. **M. Ruiz** (Colombie) dit que les conflits dans le monde sont alimentés par le commerce des drogues. Un débat ouvert, participatif, transparent et exempt de toute idéologie s'impose, et de nouveaux moyens holistiques de lutte contre le trafic de drogues, axés sur le bien-être, doivent être étudiés. L'Organisation des États américains a récemment adopté un document établissant le consensus des États de la région en faveur de l'élaboration et de l'exécution de stratégies globales visant à lutter contre le problème mondial des drogues. Des accords sur de nouveaux domaines d'intervention ont été conclus et il existe suffisamment de souplesse pour permettre à chaque pays d'élaborer des politiques adaptées à son contexte particulier. Les droits de l'homme doivent également être pris en considération lors de l'élaboration de politiques, notamment en matière de possibilité de trouver des solutions de rechange à l'incarcération pour les petits délinquants, en particulier les consommateurs.

25. Il importe que tous les États, les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé, les médias et les chercheurs participent aux débats précédant la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 2016.

26. **M. Raja Zaib Shah** (Malaisie) dit que l'extrémisme violent et l'intolérance religieuse contribuent aux actes de terrorisme et, dans une certaine mesure, à la criminalité transnationale, et que ces deux phénomènes représentent une menace pour le développement social, politique et économique. Les domaines prioritaires dans les initiatives de prévention de la criminalité de la Malaisie comprennent le terrorisme, le trafic de drogues, la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent, la piraterie maritime, le trafic d'armes, les crimes et délits économiques internationaux et la cybercriminalité. La criminalité transnationale doit être combattue de manière plus globale en renforçant les capacités des organismes chargés de l'application des lois et la

coopération interinstitutions. La mise en commun de l'information entre les États, (sur une base de nécessité et de réciprocité) le renforcement des capacités, l'entraide judiciaire et les enquêtes conjointes sont des questions fondamentales. La Malaisie coopère avec plusieurs autres pays et a signé récemment un protocole d'accord avec le Canada afin de faciliter la coopération dans les domaines de la traite des êtres humains et de la sécurité maritime et un autre avec Singapour en vue d'intensifier la coopération sur les questions liées aux drogues.

27. La nécessité d'une action internationale efficace en matière de lutte contre le terrorisme est particulièrement pressante en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme. La démarche devra comprendre des mesures visant à remédier aux facteurs sous-jacents, des mesures coercitives strictes, des mesures législatives, le renforcement des capacités des organismes chargés de l'application des lois et l'intensification de la coopération interinstitutions. La directive nationale de la Malaisie relative au traitement et à la gestion des crises liées au terrorisme établit des liens entre l'armée, la police et d'autres autorités civiles.

28. Le trafic de drogues constitue une menace pour les structures sociales et économiques des pays et est particulièrement problématique en Asie du Sud-Est en raison de la proximité avec les principales régions productrices d'opium du monde. La lutte contre le trafic illicite des drogues est menée au mieux par des efforts internationaux concertés comprenant une assistance technique et des programmes de renforcement des capacités pour fournir d'autres sources de revenus dans les régions productrices de drogues. En Malaisie, les trois principaux problèmes liés aux drogues sont la contrebande destinée à la consommation locale, la toxicomanie au sein de la population et le transit de stupéfiants à travers le pays. Le Gouvernement a établi un plan stratégique national de lutte contre le dopage pour la période comprise entre 2011 et 2015.

29. Il prie instamment les États membres d'adopter une approche équilibrée et intégrée pour lutter contre la criminalité transnationale, en particulier le terrorisme et le trafic de drogues, par des efforts nationaux, régionaux et multilatéraux tout en respectant les différences entre les politiques et les contextes nationaux.

30. **M. Mahmadaminov** (Tadjikistan) dit que le trafic de drogues est le terreau qui alimente le terrorisme et la criminalité internationale organisée et que les efforts nationaux et régionaux doivent être intégrés dans une stratégie globale internationale de lutte contre les stupéfiants, tandis que les Nations Unies doivent coordonner un système mondial de coopération internationale. Le Tadjikistan a adopté une stratégie de lutte contre la drogue comprenant des programmes à court et à long terme, ainsi qu'une collaboration multilatérale. Œuvrer avec l'Afghanistan pour lutter contre le trafic des drogues est particulièrement important. Une conférence régionale sur la lutte contre les stupéfiants se tiendra à Douchanbé en 2015, en vue de mettre au point des propositions qui contribueront à mettre en place une politique internationale moderne sur la lutte contre le commerce de la drogue.

31. **M. Abubaker** (Libye) dit que les pays en développement auront besoin d'une assistance technique pour adhérer à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à d'autres instruments pertinents et pour les appliquer à l'échelon national. Prenant note de la relation qui existe entre la culture illicite des drogues et le trafic et la pauvreté, en particulier dans les pays en développement, il invite la communauté internationale à aider ces pays à mettre fin à la production de drogues et à trouver d'autres sources de revenus. Bien que n'étant pas un pays producteur de drogues, la Libye demeure vulnérable à la contrebande en raison de sa situation géographique. Le Gouvernement libyen a adopté une législation criminalisant les activités liées au trafic de drogues et a mis sur pied des programmes préventifs, notamment des campagnes de sensibilisation ciblant les familles et les jeunes. La Libye est déterminée à renforcer la coopération avec toutes les entités régionales et internationales participant aux efforts de lutte contre la drogue. À cet égard, elle a également conclu des accords bilatéraux avec un certain nombre de pays.

32. Étant partie à la Convention des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée et à ses protocoles, ainsi qu'à la Convention contre la corruption, la Libye a adopté une législation pénale conforme à ces instruments. Pour terminer, le Gouvernement libyen invite les pays donateurs et les institutions financières mondiales à apporter leur appui aux pays en développement, afin de leur permettre de

créer leurs institutions et organismes de lutte contre les diverses formes de criminalité.

33. **M. Al-Dai** (Koweït) dit que son pays a adhéré en 2006 à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, au Protocole à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et au Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer. En 2013, le Koweït a promulgué un décret de lutte contre la corruption et un décret relatif à la déclaration du patrimoine et a mis en place une autorité de lutte contre la corruption. En outre, un décret de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été promulgué, et une cellule de renseignement financier a été créée au sein de la Banque centrale, conformément à la Convention contre la corruption, que le Koweït a ratifiée.

34. Le Koweït prie instamment la communauté internationale de prendre des mesures pour lutter contre le commerce illicite des drogues, notamment en élargissant le champ d'application des programmes de développement alternatif afin de faire en sorte que des cultures illicites ne soient pas cultivées et d'améliorer la situation socioéconomique de ces régions. Il a ratifié plusieurs conventions internationales sur les drogues illicites, et bien qu'aucune drogue illicite ne soit produite sur le sol koweïtien, son gouvernement lutte contre la contrebande et l'abus de drogues. Les efforts nationaux de lutte contre l'abus de drogues comprennent les campagnes annuelles d'éducation ciblant les jeunes lors de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, l'établissement d'un centre chargé du traitement de la toxicomanie et le lancement d'un projet national de sensibilisation à l'intention des écoles, des universités et des mosquées. Ces efforts, menés par la Commission nationale de lutte contre la drogue, ont donné lieu à une baisse significative de l'usage des drogues illicites entre 2010 et 2013. En outre, la criminalité liée à la drogue a baissé de 7,2 % et les décès liés à la drogue, de 30 %.

35. **M. Khan** (Pakistan) dit que le problème mondial de la drogue mérite d'être examiné attentivement lors de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, dans la mesure où l'abus de drogues nuit à la santé publique et détruit le tissu social, tandis que le trafic de stupéfiants encourage le crime et la corruption. En 2013, le Pakistan a maintenu à zéro son statut de culture du pavot mais l'augmentation de 36 %

de la culture du pavot dans la région est un motif de préoccupation et, en tant que pays de transit, le Pakistan est exposé à l'impact destructeur et déstabilisateur de l'abus de drogues et du trafic de stupéfiants.

36. Le Gouvernement pakistanais prend ce défi très au sérieux. Ses organismes de lutte contre les stupéfiants maintiennent un haut niveau de préparation opérationnelle et coopèrent étroitement avec des organismes internationaux et d'autres pays de la région. En 2013, les saisies de drogues illicites au Pakistan ont considérablement augmenté et les organismes ont contribué à assurer la saisie de volumes importants dans d'autres pays également. Toutefois, le problème mondial de la drogue ne pourra être résolu sans s'attaquer également au problème de la demande. La demande accrue de drogues et de transferts financiers en provenance du monde développé stimule la production dans les pays en développement et la tendance récente en faveur de la légalisation des stupéfiants dans certains pays pourrait accentuer encore la demande.

37. Le Pakistan attache une grande importance à la coordination avec d'autres pays et à la coopération avec les organismes internationaux compétents dans la lutte contre la drogue et la criminalité organisée qui exige une réponse stratégique intégrée et globale à l'échelle internationale. Le Pakistan est partie à toutes les conventions des Nations Unies de lutte contre la drogue et est un partenaire actif à l'Initiative du Pacte de Paris, à l'Initiative triangulaire et au programme régional pour l'Afghanistan et les pays voisins. Le rôle de premier plan que joue l'ONUDC est apprécié, de même que l'assistance technique précieuse qu'il fournit au Pakistan. Pour pouvoir jouer son rôle efficacement, l'ONUDC doit être doté des ressources financières et humaines dont il a besoin pour mener à bien ses opérations mondiales.

38. **M. Seck** (Sénégal) dit que l'Afrique de l'Ouest constitue une zone particulièrement exposée aux trafics illicites. La porosité des frontières et l'instabilité politique sont des facteurs qui contribuent à l'instabilité de la région. Selon le Rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) de 2013, plus de 50 tonnes de cocaïne transitent chaque année par l'Afrique de l'Ouest vers les villes européennes où la revente atteint une valeur financière de deux milliards de dollars. Cette manne financière offre aux organisations criminelles un

revenu leur permettant de financer des activités terroristes en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel.

39. Avec l'adoption de la Déclaration politique de la CEDEAO sur la prévention de l'abus de drogues, le trafic illicite de stupéfiants et le crime organisé en Afrique de l'Ouest et le Plan régional d'action en 2008, les États d'Afrique de l'Ouest ont établi un mécanisme de coopération en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants. Le Sénégal invite l'ONUDC à poursuivre ses efforts pour accompagner les pays membres de la CEDEAO dans la mise en œuvre du Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest 2010-2014. L'appui financier au Programme devrait être renforcé en vue de l'intégrer dans les programmes nationaux. Les expériences lancées par l'ONUDC à travers l'Initiative de la côte ouest-africaine devraient être étendues à l'ensemble des pays de la sous-région afin d'éliminer les chaînes d'infiltration.

40. Le Sénégal a renforcé les moyens de ses institutions compétentes et a rationalisé les efforts communautaires en organisant des conférences régionales sur l'harmonisation des législations des États d'Afrique de l'Ouest et du Sahel dans le domaine de la lutte contre la drogue. Toutefois, il faut également élaborer des stratégies pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité dans certains pays, telles que la pauvreté, le sous-développement et l'instabilité politique et sociale.

41. Soulignant la nécessité d'apporter une riposte mondiale et coordonnée face à ce fléau, le Sénégal salue la décision du Secrétaire général de créer une équipe spécialisée des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue et invite tous les États, les organisations internationales et la société civile à prendre une part active aux préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale qui doit se tenir en avril 2015 à Doha. La communauté internationale doit renforcer les systèmes de partage d'informations et les capacités des parties prenantes, ainsi que les secteurs de la sécurité et de la justice pour relever ce défi.

42. **M^{me} Ibrahim** (Éthiopie) dit que les crimes odieux, tels que la traite des êtres humains, le trafic des drogues, la corruption, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée représentent un grave défi pour l'humanité et exigent une riposte internationale coordonnée. L'Éthiopie a adopté une législation et des

mécanismes administratifs appropriés pour mettre en œuvre sa politique d'élaboration d'un système démocratique comprenant la politique de justice pénale garantissant que la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme restent au centre de l'attention du système de justice pénale. La police, le ministère public et le système judiciaire collaborent et agissent de concert pour lutter contre ces crimes et en punir les auteurs dans les meilleurs délais. La politique identifie les principaux domaines de coopération internationale: les enquêtes et les poursuites dans les affaires pénales liées à la criminalité transnationale organisée portées devant les tribunaux d'autres États, la protection des victimes et des témoins, le transfèrement des personnes condamnées, l'extradition, l'entraide judiciaire et la confiscation et la restitution des produits des crimes.

43. Le Gouvernement attache une attention particulière à la lutte contre la traite des êtres humains, en mettant en place un cadre juridique interne et en adhérant à la Convention contre la criminalité transnationale organisée, le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et au Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer. Pleinement conscient du fait que la pauvreté, le chômage et le manque de perspectives socioéconomiques sont les facteurs qui contribuent à rendre les Ethiopiens vulnérables à la traite, le Gouvernement a concentré sa croissance économique et ses politiques de développement sur l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois, la démocratisation et la bonne gouvernance.

44. La création par le Gouvernement de la Commission fédérale d'éthique et de lutte contre la corruption, il y a plusieurs années, témoigne de son ferme engagement de lutter contre la corruption. La Commission met en œuvre des programmes de sensibilisation visant à établir une politique de tolérance zéro en matière de lutte contre la corruption et elle traduit en justice les coupables. L'Éthiopie est également partie à la Convention des Nations Unies contre la corruption et est attachée à son application.

45. **M. Meza-Cuadra** (Pérou) dit que le Pérou a souffert de la violence et du soulèvement social générés par l'usage, la production et le trafic illicites des drogues et est fermement résolu à appliquer des politiques efficaces pour faire face au problème. La stratégie nationale de lutte contre la drogue adoptée par

le pays pour la période comprise entre 2012 et 2016 a déjà réduit de manière spectaculaire le trafic et la consommation de drogues, ainsi que leurs conséquences négatives, et a réussi à intégrer d'anciens producteurs de cultures illicites dans l'économie licite.

46. La stratégie nationale comprend des actions visant à promouvoir le développement alternatif durable, à prévenir et à traiter la toxicomanie, à établir un lien entre la coopération internationale et les efforts nationaux et à augmenter régulièrement les lignes budgétaires pertinentes. C'est ainsi que le Pérou a réussi à réduire la production illicite de cocaïne d'un chiffre record de 17,5 % en 2013, faisant de ce pays le premier de la région andine à afficher une augmentation exponentielle de la réduction de cultures illicites de feuilles de coca. En outre, pour la première fois, les cultures de substitution ont dépassé les cultures illicites au Pérou. Parallèlement, la situation sociale, économique et environnementale de la population s'est améliorée grâce à des plans globaux d'après-éradication comprenant des investissements de l'État dans les services de santé et d'éducation, ainsi que l'environnement et la promotion de l'inclusion sociale.

47. Faire face aux défis complexes posés par le problème mondial de la drogue, la corruption et le blanchiment d'argent dépasse le champ de compétences des États. Cela exige une action collective de tous les gouvernements en coordination avec les organismes internationaux compétents. La coopération dans la lutte contre le trafic de drogues doit occuper une place centrale dans les programmes de tous les pays développés, conformément au principe de la responsabilité partagée.

48. **M. Sin** (Myanmar) dit que la menace mondiale que posent les drogues illicites s'est accrue dans la mesure où le problème est désormais étroitement lié à d'autres crimes transnationaux, dont le terrorisme. Il s'agit là d'un défi qui ne peut être relevé qu'en renforçant la coopération régionale et internationale et en améliorant la coordination de l'assistance technique et financière, sur la base du principe de la responsabilité commune et partagée. À cet égard, sa délégation se félicite de la Déclaration ministérielle conjointe issue de l'examen de haut niveau de 2014 auquel la Commission des stupéfiants a procédé, qui a été publiée le 14 mars 2014.

49. Il est décourageant de constater en lisant le Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale face au problème mondial de la drogue (A/69/111) que la culture illicite du pavot à opium en 2013 a atteint son plus haut niveau depuis 1998. Des efforts encore plus concertés doivent être déployés par la communauté internationale tout entière dans la guerre contre les drogues, un appui international plus soutenu doit être accordé aux programmes de développement alternatif durable et des efforts sérieux de réduction de l'offre doivent être complétés par des politiques tout aussi sérieuses de réduction de la demande.

50. Le Gouvernement du Myanmar s'emploie à élever le niveau de vie dans les régions frontalières du pays dans le cadre de ses efforts pour éliminer les stupéfiants illicites et la culture du pavot à opium. Il s'attaque également à l'offre et à la demande de drogues et s'attache à renforcer l'application de la loi. Ces mesures comprennent la fourniture de moyens de subsistance alternatifs aux producteurs de pavot à opium et l'augmentation des unités de police antistupéfiants, les faisant passer de 26 à 50. En conséquence, rien qu'en 2013, il y a eu plus de 4 000 cas de délits liés à la drogue, des quantités importantes de stupéfiants ont été saisies et plus de 7 000 personnes ont été appréhendées pour des délits liés à la drogue. En outre, 12 700 hectares de champs de pavot ont été détruits et, pour illustrer l'attachement du pays à la guerre contre les drogues, des drogues saisies évaluées à 130 millions de dollars des É.-U. ont été détruites pour célébrer la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues en juin 2014.

51. Le Myanmar lutte actuellement contre la menace croissante des stimulants de type amphétamine. Au niveau régional, le Gouvernement s'emploie avec d'autres États membres de l'ASEAN à atteindre leur objectif commun consistant à faire disparaître entièrement les drogues de la région d'ici à 2015. Dans ses efforts pour s'attaquer aux délits majeurs, le Gouvernement du Myanmar a mis en place un conseil de lutte contre le blanchiment d'argent composé de 15 membres et a signé un accord historique avec l'ONUDC pour collaborer sur les questions de drogue et de crime à grande échelle et sur le renforcement de l'état de droit.

52. **M^{me} Belskaya** (Biélorus) dit que le nombre de délits commis dans son pays a baissé de 5,3 % en 2013

par rapport à 2012 en raison des mesures prises par le Biélorus pour s'acquitter de ses obligations internationales en vertu de la Convention contre la criminalité transnationale organisée et de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Le programme national de lutte contre le crime et la corruption portant sur la période 2013-2015 assure une coordination et une planification efficace par les organes étatiques chargés de lutter contre la criminalité, la corruption, la traite des êtres humains, les migrations illégales et le trafic des drogues. Un examen de la mise en œuvre des obligations du Biélorus en vertu de la Convention des Nations Unies contre la corruption est en cours. Le Biélorus a également adhéré à la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains qui est entrée en vigueur au Biélorus le 1^{er} mars 2014.

53. En tant que principal auteur de la résolution 68/192 de l'Assemblée générale sur l'amélioration de la coordination des efforts déployés pour lutter contre la traite des personnes, le Biélorus souhaite que ses dispositions soient mises en œuvre sans délai, notamment par l'élaboration et la présentation d'un rapport séparé sur sa mise en œuvre. Le Biélorus souhaite que le rapport reflète le rôle de tous les partenaires du Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes en adoptant des mesures pour lutter contre la traite des êtres humains au cours de la période à l'examen.

54. Le Biélorus exprime sa gratitude à tous les États qui se sont porté coauteurs de la résolution 23/2 sur la prévention et la lutte contre le trafic d'organes humains et la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes, qui a été adoptée au cours de la vingt-troisième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. En vertu de cette résolution, la Commission a demandé à l'ONUDC de mener une étude sur le trafic d'organes humains pour examen à sa vingt-cinquième session en 2016. Le Biélorus espère que les conclusions seront révélées dans le Rapport mondial sur la traite des personnes qui sera présenté par l'ONUDC à la fin de 2014.

55. **M. Al-Hamadi** (Qatar) dit que la lutte contre la drogue et la criminalité qui nuisent au développement et favorisent l'instabilité mondiale, constitue un défi important pour la communauté internationale. Il est donc indispensable de renforcer les institutions internationales travaillant dans ce domaine et de promouvoir la coopération internationale. À cette fin,

le Qatar coopère avec les États Membres, les organisations régionales et internationales et les organismes des Nations Unies pour lutter contre les drogues illicites et la criminalité, traiter les causes profondes de ces problèmes et renforcer son système de justice pénale. Le pays a aussi adopté des textes législatifs clefs pour renforcer les autorités qatariennes concernées, conformément à ses obligations internationales, et a créé des institutions pour améliorer ses efforts à cet égard.

56. Le Qatar accueillera, en 2015, le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui rassemblera les chefs d'État et de gouvernement et les responsables politiques afin de lutter contre les problèmes croissants posés par la criminalité organisée, la drogue et le terrorisme et de promouvoir un monde plus juste et plus sûr. En coopération avec l'ONUDC, son gouvernement supervise les préparatifs du Congrès, qui comprennent une réunion des représentants des États membres et des fonctionnaires qatariens, à Doha, en septembre 2014. Sa délégation salue le rôle joué par l'Office dans le renforcement des systèmes de justice pénale et l'appui apporté aux pays dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme. Pour terminer, il souligne que le Qatar ne ménagera aucun effort pour assurer le succès du Congrès prochain, et met l'accent sur le fait qu'il importe d'intégrer la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement de l'après-2015.

57. *M^{me} Mesquita Borges (Timor-Leste) prend la présidence.*

58. **M. Lasso Mendoza** (Équateur) dit que la stratégie internationale traditionnelle de lutte contre le problème mondial de la drogue n'a manifestement pas produit les résultats souhaités. Le contexte régional et international a généré et aggravé aujourd'hui le problème de la drogue et l'Équateur, bien qu'étant un pays de transit plutôt qu'un pays producteur, en subit les conséquences. Néanmoins, il a enregistré, proportionnellement, le deuxième record de saisies de drogues dans le monde.

59. Dans sa lutte contre les drogues illicites, l'Équateur s'est éloigné d'une approche purement punitive pour adopter une démarche fondée sur l'individu et le respect des droits de l'homme. Les politiques prohibitionnistes, encouragées par des intérêts hégémoniques, n'ont fait que générer la

violence et la mort dans les pays en développement et doivent prendre fin. Les pays ayant les niveaux de consommation de drogue les plus élevés doivent intensifier leurs efforts et assumer la responsabilité du rôle clé qu'ils ont joué en perpétuant le problème. La communauté internationale doit de toute urgence mettre en œuvre les stratégies axées sur la santé et la prévention de la toxicomanie. La session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue, qui doit se tenir en 2016, comme l'a proposé le Mexique, doit être l'occasion de tenir des pourparlers ouverts et inclusifs visant à élaborer une nouvelle stratégie mondiale pour s'attaquer au problème.

60. La stratégie poursuivie aujourd'hui par les Nations Unies ne produira pas de résultats concrets tant qu'elle maintiendra son approche partielle actuelle. Sa délégation souhaite rappeler aux États membres que l'État plurinational de Bolivie a le droit de défendre l'utilisation traditionnelle inoffensive des feuilles de coca, qui doit être reconnue comme une expression de la culture bolivienne et respectée par la communauté internationale. La persécution des pays du Sud doit cesser car elle ne fait que détourner l'attention du véritable problème.

61. **Mgr Auza** (Observateur permanent du Saint-Siège) dit que la prévention et la lutte contre la consommation de drogues sont essentielles pour prévenir et combattre la production et le trafic de drogues illicites. Le Saint-Siège ne cessera pas de souligner le rôle irremplaçable de la famille en tant que pierre angulaire de la prévention, du traitement, de la réadaptation, de la réinsertion et des stratégies de santé liées à la toxicomanie. Toute politique de promotion de la famille encourage également la prévention du trafic et la consommation de drogues illicites.

62. Le Saint-Siège souligne avec une préoccupation particulière les liens toujours plus évidents entre le commerce illicite de drogues et la traite des êtres humains, la prolifération des armes de petit calibre détenues illégalement, le blanchiment d'argent, la criminalité organisée et le terrorisme. Il appelle instamment à une coopération internationale élargie afin de consolider les progrès réalisés dans la coordination de l'action contre la traite des personnes.

63. Les pays et les populations affligés par la pauvreté sont particulièrement vulnérables aux effets dévastateurs du commerce de drogues et des crimes connexes, et le Saint-Siège apprécie les efforts

déployés par les pays en développement qui ont fourni aux familles d'agriculteurs de véritables alternatives aux cultures liées aux drogues.

64. **M. Zambrana** (État plurinational de Bolivie) dit que depuis que l'État plurinational de Bolivie est parvenu à l'autonomie économique et politique dans sa lutte contre le trafic de drogues, il a changé d'orientation en s'éloignant des organisations sociales pour concentrer ses efforts sur les organisations criminelles, et les niveaux des saisies et des arrestations se sont avérés de loin supérieurs à ceux atteints par l'Administration de la répression du trafic des stupéfiants des États-Unis lorsqu'elle opérait dans le pays. L'action de la police a étendu son champ d'action géographique et ne vise plus seulement les producteurs de feuilles de coca de Cochabamba. La coopération à l'échelle internationale, en particulier avec les pays voisins, s'est accrue. En conséquence, la réduction des cultures de coca a atteint un record, sans aucune effusion de sang, grâce à la démarcation des zones de production légale de coca et au recours à une approche participative, fondée sur les droits et respectueuse de l'environnement.

65. Le rapport de 2013 de l'Organisation des États américains sur « le Problème des drogues dans les Amériques » a reconnu l'appropriation par les citoyens de l'action visant à réduire la production de coca en tant que bonne pratique pour s'attaquer aux problèmes de la drogue d'une manière tenant compte du contexte local. En outre, en date de juin 2013, le pays ne figure plus dans la liste établie par le Groupe d'action financière comme ayant un statut « gris foncé » par rapport à la lutte mondiale contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et en date de décembre de la même année, il a cessé de faire l'objet du processus de « surveillance intensive » mené par le Groupe d'action financière d'Amérique du Sud.

66. Selon les chiffres des Nations Unies, le nombre d'hectares consacré à la culture de coca dans l'État plurinational de Bolivie a diminué de 26 % au cours de la période comprise entre 2010 et 2013 et est tombé à son plus bas niveau depuis 2003, ce qui atteste de l'attachement constant du pays aux efforts de réduction. En outre, les saisies de drogues illicites ont triplé au cours des six années de la présidence Morales. Rien qu'au cours des six premiers mois de 2014, plus de 12 tonnes de cocaïne et 6 tonnes de marijuana ont été saisies et incinérées. Malgré ces résultats concrets, le Gouvernement actuel des États-Unis a, pour des

raisons strictement politiques, critiqué les efforts du pays, tandis que la communauté internationale les a salués. L'État plurinational de Bolivie reste néanmoins déterminé à lutter contre le problème mondial de la drogue, la criminalité organisée et la corruption et a élaboré un plan quinquennal national pour s'attaquer à la demande de drogues qui a été salué comme étant conforme aux normes internationales par le représentant de l'ONUDC dans le pays, M. Antonino De Leo.

67. La mastication de la feuille de coca est une pratique ancestrale séculaire des populations autochtones des Andes et de l'Amazonie qui fait partie de l'histoire et de l'identité culturelle de son pays. En 2013, l'État plurinational de Bolivie a de nouveau adhéré à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972, en assortissant son adhésion d'une réserve concernant le droit d'utiliser la feuille de coca à des fins culturelles et médicinales sur son territoire. L'acceptation par la communauté internationale de cette réserve a réparé la profonde injustice commise contre une tradition qui n'a fait de tort à personne et qui fait partie du patrimoine autochtone du pays. Son pays réaffirme son engagement envers le processus visant à décriminaliser l'usage des feuilles de coca et à les retirer de la liste des substances visées à l'annexe I. Il réaffirme également son engagement dans la lutte contre le trafic international des drogues et la production excédentaire de feuilles de coca et fera tout ce qui est nécessaire pour appliquer les mesures et réaliser les objectifs énoncés dans la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue. À cet égard, d'autres mesures sont nécessaires pour éliminer le secret bancaire et les « paradis fiscaux » afin que les divers instruments élaborés par l'ONUDC puissent être appliqués dans le monde entier et qu'une lutte internationale vraiment efficace puisse être menée contre le trafic des drogues et le blanchiment d'argent.

68. **M. Kihurani** (Kenya) dit que l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique ont assisté à une augmentation de l'offre de drogues illicites destinées à l'Europe et à l'Asie. Les stratégies de riposte ne se sont pas révélées très fructueuses et il est impératif que ces régions envisagent une approche totalement nouvelle pour faire face à ces problèmes. Il convient d'examiner les raisons de l'augmentation de la production et de la

consommation de drogues dans les pays d'origine et de destination.

69. Le Kenya continue d'investir lourdement dans les mécanismes régionaux mis en place pour endiguer la prolifération des armes légères et de petit calibre et a consacré d'énormes ressources au renforcement de son appareil sécuritaire. Ces mesures ont donné des résultats positifs, tels que la reprise au groupe Chebab, en septembre 2013, de la ville de Kismayo, qui est un port somalien important et une source cruciale de financement pour les terroristes, et la prise en 2014 du port de Barawa qui était aux mains de ce groupe terroriste. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour endiguer la prolifération de ces armes meurtrières et éradiquer les activités terroristes. D'anciens membres du groupe Chebab ont été persuadés de s'enrôler par des offres d'argent ou la simple promesse d'un repas quotidien. Il s'avère dès lors également important de lutter contre la pauvreté et d'autonomiser les jeunes de la région qui pourraient sinon être vulnérables à l'idéologie de ce groupe. Le Kenya et ses partenaires ont identifié trois filières de financement de ce groupe terroriste: le commerce illégal de l'ivoire, le détournement des transferts de fonds internationaux et le vol de l'argent destiné à aider les communautés. Le Kenya prévoit d'organiser une rencontre entre les gouvernements et les ONG pour concevoir et mettre en œuvre un plan mondial d'éradication du braconnage, phénomène qui met en danger la faune et finance les attaques terroristes.

70. L'État de droit est le fondement de la coexistence pacifique et du développement durable dans n'importe quelle société. Le Kenya a donc mis en œuvre, depuis son indépendance, des réformes judiciaires de grande envergure afin de promouvoir un niveau d'exigence élevé en matière de comportement et de discipline au sein du personnel judiciaire, de rattraper le retard accumulé dans le traitement des dossiers et d'en améliorer la gestion, et d'améliorer les performances et la responsabilité du secteur. Les réformes ont débouché sur le contrôle de tous les agents des services judiciaires afin de déterminer leur aptitude à exercer leurs fonctions. Pour la première fois, tous les postes de juge ont été annoncés dans les médias et un processus de recrutement rigoureux a été mené par un groupe d'experts indépendant comprenant un échantillon de représentants des parties prenantes. En conséquence, le Kenya dispose d'un système judiciaire indépendant et efficace.

71. Le Gouvernement a encouragé le leadership des femmes au sein des services nationaux de la police kényane en augmentant le nombre de femmes servant dans la police et d'autres organes de sécurité. Il a également appuyé l'élaboration de politiques, plans d'action et initiatives visant à faire face aux besoins de sécurité des femmes et des filles. Il existe également des programmes visant à assurer la participation des femmes dans les comités de police de proximité et à l'initiative Nyumba Kumi qui s'efforce de faire face aux problèmes de terrorisme et de radicalisation et de mettre en place des mesures de responsabilité au sein des communautés et entre elles.

72. Le Gouvernement a récemment adopté une loi globale de lutte contre la traite afin d'améliorer les mesures de prévention et de protection des victimes. La peine minimale rigoureuse de 30 ans pour les auteurs de traite d'êtres humains devrait avoir un sérieux effet dissuasif.

73. **M. Emuze** (Nigéria) dit que le Nigéria a approfondi son engagement envers la lutte contre la culture illicite, le trafic et l'usage de drogues en renforçant les organismes publics compétents grâce à un financement accru, à des révisions législatives et à une meilleure formation du personnel. Le Service nigérian de détection et de répression des infractions liées à la drogue (NDLEA) a pris des mesures audacieuses pour éradiquer le trafic des drogues et la demande de stupéfiants et autres substances psychotropes.

74. L'apparition de laboratoires clandestins aux fins de la production de méthamphétamine représente un nouveau défi pour les efforts de lutte contre la drogue déployés par le Nigéria et constitue une menace pour le monde entier. Le NDLEA a découvert et fermé six laboratoires de méthamphétamine clandestins au Nigéria, et les autorités ont appréhendé et traduit en justice 13 personnes en rapport avec ces laboratoires. Le NDLEA, en partenariat avec l'Administration de la répression du trafic des stupéfiants des États-Unis et le National Crime Agency du Royaume-Uni a accompli des progrès importants dans les opérations secrètes organisées pour découvrir d'autres laboratoires clandestins. Le Gouvernement nigérian œuvre sans relâche à l'appui de ces efforts et offre une formation spécialisée aux agents de la police scientifique.

75. Les cartels illicites de la drogue ciblent l'Afrique de l'Ouest pour la production de méthamphétamine et

recrutent de jeunes chômeurs comme coursiers. Un moyen efficace de contrecarrer cette tendance meurtrière est de prévenir le détournement de produits chimiques précurseurs. Une équipe de surveillance conjointe composée de fonctionnaires du NDLEA et de l'Agence nationale nigériane pour l'administration et le contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques (NAFDAC) a surveillé les activités d'importateurs autorisés de ces substances chimiques.

76. Le renforcement des capacités et la collaboration mondiale avec d'autres pays dans la lutte contre les drogues illicites restent une priorité pour le Nigéria. Toutefois, il importe également d'examiner le contexte national du phénomène dans chaque pays, en particulier ceux d'Afrique.

77. **M. Mahmoud** (Égypte) dit qu'il est impératif d'intensifier les efforts de coopération et de coordination afin d'éliminer le soutien fourni aux organisations terroristes. Sa délégation note avec satisfaction le rôle joué par l'ONUDC en contribuant au renforcement des capacités de plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dans le domaine de la justice pénale. L'ONUDC doit être doté de ressources suffisantes, prévisibles et stables, notamment des ressources additionnelles au titre du budget ordinaire, ainsi que de contributions volontaires pour lui permettre de répondre efficacement à la demande croissante d'assistance technique. Il importe également de créer un mécanisme transparent, efficace, inclusif et impartial d'examen de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses Protocoles afin d'aider les États parties dans son application. Sa délégation salue l'assistance technique fournie par l'ONUDC, en particulier par le biais de son bureau régional au Caire, dans les domaines de la traite des êtres humains, de la toxicomanie, de la corruption et de la justice pour mineurs.

78. Suite à l'adoption en mai 2013 de la résolution du Parlement européen sur le recouvrement des avoirs par les pays du printemps arabe en transition, il se réjouit à la perspective d'une coopération efficace en vue du rapatriement des fonds illégalement acquis qui ont été transférés à l'étranger. Sa délégation prie instamment la communauté internationale d'adopter une position ferme contre le trafic de biens culturels et de prendre les mesures appropriées pour restituer les antiquités historiques pillées, conformément à la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et

empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels.

79. Il importe de définir les priorités et les actions à réaliser avant la réunion sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes en 2016 et il conviendra de mettre davantage l'accent sur la prévention, l'aide aux victimes, la gestion des ressources, les appels de fonds, la collecte et l'analyse des données ainsi que les partenariats avec les parties prenantes concernées. Dans le cadre des préparatifs en vue de la convocation de la première conférence régionale sur la traite des personnes dans la Corne de l'Afrique qui se tiendra du 13 au 16 octobre 2014 à Khartoum, il convient de mettre en place un mécanisme régional africain pour pouvoir faire face à la traite des êtres humains.

80. Le phénomène de la drogue constitue l'un des principaux motifs de préoccupation de son gouvernement étant donné qu'il représente une menace pour la sécurité nationale et la vie des Égyptiens, en particulier des jeunes. L'Égypte applique donc la peine de mort pour les crimes liés à la drogue et continuera de le faire.

81. **M. Nina** (Albanie) dit que l'approche adoptée par l'Albanie dans le domaine de la traite des personnes est fondée sur les droits fondamentaux des victimes et est axée sur la prévention, la poursuite des auteurs d'infractions et la protection des victimes, conformément au Protocole de Palerme et à la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. Des amendements ont été apportés à la législation pénale et à la loi sur l'aide juridique, ce qui permet un meilleur accès à la justice pour les victimes de violence familiale et les victimes de la traite des personnes. Les travaux sur la rédaction de la nouvelle stratégie nationale et du plan d'action pour 2014-2017 visant à lutter contre la traite des êtres humains se poursuivent.

82. La traite des êtres humains constitue souvent une activité criminelle transnationale perpétrée par des réseaux organisés qui s'adaptent rapidement aux changements et utilisent des technologies très sophistiquées. Les actions entreprises pour lutter contre ce fléau doivent donc recourir également à ces technologies. Le Ministère de l'intérieur a donc lancé en mars 2014 le projet intitulé « Faire face à la traite des personnes grâce à des solutions technologiques mobiles ». L'application pour téléphone mobile

« Report and Save » (Signaler et sauver) a été mise au point dans le but de sensibiliser le public à la traite des êtres humains, renforcer le partenariat avec les communautés, augmenter le nombre d'identifications initiales de victimes potentielles de la traite et fournir un accès rapide pour obtenir de l'aide et des renseignements. Le Bureau du coordonnateur sur la traite des êtres humains travaille sur un projet de document visant à donner suite aux recommandations contenues dans le Rapport mondial sur la traite des êtres humains et à mettre en œuvre le Plan d'action mondial.

83. Le Gouvernement albanais a récemment adopté une législation visant à lutter contre la criminalité organisée qui durcit les sanctions à l'encontre des auteurs d'infractions. Il a intensifié ses efforts de lutte contre la production et la distribution illégales de cannabis. Depuis mars 2014, plus de 2 000 lopins de terre utilisés pour la culture de stupéfiants ont été complètement détruits. Au total, 1 918 personnes ont fait l'objet de poursuites, et 1 058 d'entre elles ont été mises en état d'arrestation, 604 ont été libérées sous caution, tandis qu'une recherche est en cours pour retrouver 187 individus. Au total, 41 groupes criminels ont été démantelés. Le résultat final est que l'Albanie n'est plus un pays d'origine pour la production illégale de cannabis.

84. **M. Pavlichenko** (Ukraine), exerçant son droit de réponse, dit que sa délégation souhaite se dissocier de la déclaration prononcée à la séance précédente par le représentant du Bélarus, au nom de la présidence de la Communauté d'États indépendants (CEI). L'Ukraine a officiellement notifié la CEI qu'elle ne reconnaissait pas la compétence de la présidence de la CEI pour représenter les intérêts de la Communauté dans ses contacts avec les organisations internationales. L'Ukraine ne reconnaît pas la CEI en tant qu'organisation internationale et n'a pas coordonné sa politique étrangère avec cette formation régionale. La délégation ukrainienne s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne à la précédente séance.

La séance est levée à 18 heures.